RCS : PERPIGNAN
Code greffe : 6601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 00588
Numéro SIREN : 819 923 228
Nom ou dénomination : Onedirect Holding - ODH

Ce dépôt a été enregistré le 28/07/2021 sous le numéro de dépôt B2021/008003

Onedirect Holding

ODH

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit

ERNST & YOUNG Audit
Immeuble Le Blasco
966, avenue Raymond Dugrand
CS 66014
34060 Montpellier

Tél. : +33 (0) 4 67 13 31 00
www.ey.com/fr

Onedirect Holding
ODH

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société ODH,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ODH relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du Code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Montpellier, le 31 mai 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Marie-Thérèse Mercier

Bilan Actif

	Brut	Amort. Prov.	Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 385	1 357	28	
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	22 575 954	1	22 575 953	22 544 232
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731	16 666 731
TOTAL (I)	**39 244 070**	**1 358**	**39 242 712**	**39 210 963**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 584 519		3 584 519	2 407 562
Autres	4 543 048		4 543 048	5 643 079
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres Titres				
Instruments de Trésorerie				
Disponibilités	267 052		267 052	57 144
Charges constatées d'avance	4 873		4 873	6 718
TOTAL (II)	**8 399 492**		**8 399 492**	**8 114 504**
Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)	95 751		95 751	135 579
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I à V)	**47 739 313**	**1 358**	**47 737 955**	**47 461 046**

Bilan Passif

			Net Au 31/12/2020	Net Au 31/12/2019
CAPITAUX PROPRES				
Capital social ou individuel	dont versé :	11 867 941	11 867 941	11 853 148
Prime d'émission, de fusion, d'apport			294 971	309 764
Ecart de réévaluation				
Ecart d'équivalence				
Réserves :				
- Réserve légale				
- Réserves statutaires ou contractuelles				
- Réserves réglementées				
- Autres réserves				
Report à nouveau			-1 991 581	-2 448 072
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)			91 829	456 491
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
		TOTAL (I)	**10 263 160**	**10 171 331**
AUTRES FONDS PROPRES				
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
Autres				
		TOTAL (I BIS)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
		TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES				
Emprunts obligataires convertibles			16 186 796	14 715 269
Autres emprunts obligataires			6 496 438	6 395 066
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			10 547 934	12 921 177
Emprunts et dettes financières diverses			1 645 180	1 057 254
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			18 948	47 505
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			1 539 273	1 585 694
Dettes fiscales et sociales			1 039 064	567 750
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			1 161	
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
		TOTAL (III)	**37 474 795**	**37 289 715**
Ecarts de conversion passif (IV)				
		TOTAL GENERAL (I à IV)	**47 737 955**	**47 461 046**

Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2020 au 31/12/2020			Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 753 635	554 290	3 307 925	2 715 755
Chiffre d'affaires Net	**2 753 635**	**554 290**	**3 307 925**	**2 715 755**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amort., dépréciations, provisions, transferts de charges			9 413	11 414
Autres produits			110	10
TOTAL (I)			**3 317 448**	**2 727 179**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			1 542 359	1 598 066
Impôts, taxes et versements assimilés			63 701	41 032
Salaires et traitements			1 052 427	800 278
Charges sociales			406 796	307 588
Dotations aux amortissements sur immobilisations			40 449	40 112
Dotations aux dépréciations des immobilisations				
Dotations aux dépréciations des actifs circulants				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			37 342	38 501
TOTAL (II)			**3 143 073**	**2 825 577**
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			**174 375**	**-98 397**
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
Produits financiers de participation (3)			1 871 080	2 001 651
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			24 363	26 003
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			**1 895 443**	**2 027 654**
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			1	
Intérêts et charges assimilées (4)			2 387 025	2 224 607
Différences négatives de change				269
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			**2 387 026**	**2 224 876**
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			**-491 583**	**-197 222**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			**-317 208**	**-295 619**

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Du 01/01/2020 Au 31/12/2020	Du 01/01/2019 Au 31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion		3 936
Sur opérations en capital	8 000	36 667
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
TOTAL (VII)	**8 000**	**40 603**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	388 840	
Sur opérations en capital	71	34 340
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL (VIII)	**388 911**	**34 340**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	**-380 911**	**6 263**
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-789 948	-745 847
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII	**5 220 891**	**4 795 436**
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X	**5 129 062**	**4 338 945**
BENEFICE OU PERTE (TOTAL DES PRODUITS - TOTAL DES CHARGES	**91 829**	**456 491**

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Dont produits concernant les entités liées

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Règles et méthodes comptables

Pour les personnes morales

(Articles R. 123-195 et R. 123-198 du Code du Commerce)

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total du bilan avant répartition est de 47 737 955 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 91 829 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général complété par le règlement de l'ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (PCG).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. Les activités ont commencé à être affectées par le COVID-19 à compter de mars 2020 mais l'impact est resté très limité pour l'exercice clos au 31/12/2020.

Compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, l'entité n'est cependant pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel pour l'exercice à venir.

En égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise en résultant à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Avec l'application du règlement ANC n°2015-06 modifiant le Plan Comptable Général pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016, le mali technique de fusion est affecté dans des sous comptes dédiés aux comptes d'actifs sous-jacents en proportion et dans la limite des plus-values latentes identifiées.

Le 15 avril 2011, ODP (Onedirect Participations) a intégré la société ODS (Onedirect Services) dans le cadre d'une TUP (TransmissionUniverselle de Patrimoine).

Cette opération a entrainé chez ODP la création d'un Mali de confusion de 12 849 775 € .
Le 27 juin 2017, la SAS Onedirect Holding a intégré la société Onedirect Participations dans le cadre d'une TUP (Transmission Universelle de Patrimoine).

Cette opération à entrainé chez Onedirect Holding le création d'un nouveau Mali de confusion de 3 816 956 €.

La somme de ces malis techniques pour un total de 16 666 731 €, conformément au règlement ANC n°2015-06, à été affectée comptablement au compte "278 000 Mali de confusion sur actifs financiers".

Le mali de confusion sur actifs financiers est donc afférent aux plus values latentes existantes sur des actifs sousjacents de la société, c'est à dire, sur la valorisation des titres de la société Onedirect et de ses filiales, à savoir, Onedirect Communicaciones (Espagne), Onedirect SRL (Italie) et Onedirect GMBH (Allemagne).

Ce mali a été affecté à ces actifs sous-jacents selon la méthode suivante : répartition au prorata du chiffre d'affaires réalisé par les ventes aux professionnels par chacune des filiales.

La répartition du mali de confusion est finalement la suivante :
- Onedirect (France) : 9 303 055 €
- Onedirect Communicaciones (Espagne) : 2 628 689 €
- Onedirect SRL (Italie) : 691 797 €
- Onedirect GMBH (Allemagne) : 2 738 500 €
- Onedirect UK(Royaume Uni) : 1 304 690 €

Soit un total de 16 666 731 €.

Modalité de perte de valeur et sortie définitive du mali de confusion :

Une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée lorsque la valeur cumulée des actifs sous jacents et du mali de confusion sera inférieure à la valeur actuelle de ces actifs sous jacents : aucun indice de dépréciation n'a été identifié, et donc aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur l'exercice clos au 31/12/2020.

Par ailleurs, en cas de cession par la société Onedirect Holding des titres de la société Onedirect et/ou de ses filiales , la quote-part de mali afférente à chaque société sera sortie de l'actif et comptabilisée en charges.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

Toutefois, l'entreprise a retenu la durée d'usage pour déterminer le plan d'amortissement des immobilisations non décomposables.

- Matériel de transport 1 à 5 ans,
- Matériel de bureau et infomatique 3 à 10 ans,

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (hors droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de départ à la retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous la forme de provision.
Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.
L'engagement au titre de l'indemnité de départ à la retraite a été estimé selon la méthode rétrospective prorata temporis sur la base des hypothèses suivantes :

- Départ à la retraite à l'age de 67 ans
- progression annuelle des rémunérations de 1 %
- turn over de 1 % par an
- taux d'actualisation de 0.34 %
- taux de charges sociales de 45 % pour les cadres, 40 % pour les non cadres

Indemnité de fin de carrière à verser : 203 808 €
Valeur probable des indemnités à verser : 141 012 €
Valeur actuelle probable des indemnités à verser : 129 296 €.
Dette actuarielle : 27 879 €

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Cette information est confidentielle, la mentionner reviendrait à donner la rémunération de l'ensemble de la direction.

Informations requises par l'article L820-3 du code de commerce

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 9 000 € hors taxe.

Convention d'intégration fiscale

La société Onedirect Holding est mère du groupe d'intégration fiscale depuis le 1er janvier 2017 avec la société Onedirect.

Cette intégration fiscale a été formalisée par une convention d'intégration fiscale signée en date du 5 avril 2017.

A ce titre, elle bénéficie des économies d'impôt réalisées au titre de cette intégration fiscale.

Le produit d'impôt constaté, sur l'exercice, au titre de cette intégration fiscale est de 789 948 €, résultant d'une économie d'impôt société liée principalement à l'imputation du déficit fiscal de - 2 693 469 € de Onedirect Holding sur le résultat fiscal du groupe intégré, soit un gain d'impôt société de 789 087 € et un gain de la contribution sociale sur l'impôt société de 861 €.

Effectif moyen

Catégories de salariés	Effectif	Effectif N-1
Cadres	6	7
Agents de maîtrise & techniciens		
Employés	13	7
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	**19**	**14**

Commentaire

Composition du capital Social

Postes concernés	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	118 853 148	1.00000	118 853 148
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice	14 793	1.00000	14 793
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	118 867 941	1.00000	118 867 941

Commentaire

Engagements financiers

ENGAGEMENTS DONNES :

Nature des engagements donnés	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Aval et cautions	
Crédit-bail mobilier	
Crédit-bail immobilier	
Autres engagements	
Engagements de départ en retraite	

TOTAL

Nantissement de l'ensemble des titres Onedirect.
Délégation d'assurance : 500 000 €
Gage comptes instruments financiers : 3 707 818 €
Nantissement de créance : 4 250 000 €

ENGAGEMENTS RECUS :

Nature des engagements reçus	Montant en Euros
Abandon de créances	

TOTAL

NEANT

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale Siège social	Montant capital	% détenu
SAS ODinvest 58 Avenue de Rivesaltes 66240 Saint-Estève RCS : 819 897 364 Perpignan	10 387 044	84.16

Liste des filiales (plus de 50%) et participations (plus de 10%)

Filiales	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat
421715731 SAS ONEDIRECT	150 000	100.00	22 511 498	621 138	56 209 276
58 Avenue de RIVESALTES					
66241 SAINT ESTEVE CEDEX	450 844	1 871 080	22 511 498		1 679 167
827583485 SAS ONEDIRECT SERVICES	1 000	100.00	1 000	3 439 588	410 254
58 Avenue de RIVESALTES					
66240 SAINT ESTEVE	129 132		1 000		10 909
SP Onedirect Communication SP (Pologr	1 097	100.00	1 184		
Ul.Sienna 39 00					
121 Warszawa Poland	-7 226		1 184		-4 913
SPRL Onedirect SPRL (Belgique)	6 200	95.00	5 890		
Avenue Louise 149 Boite 24					
1050 BRUXELLES			5 890		-7 945
BV OD COMMUNICATIONS BV	1	100.00	1		2 433 921
17A ZEKERINGSTRAAT					
AMSTERDAM	-575 055				-47 179

Participations	Capital	Q.P. détenue	Val. brute titres	Prêts avances	Chiffre d'affaires
	Capitaux propres	Divid. encaiss.	Val. nette titres	Cautions	Résultat

Etat des immobilisations

Cadre A		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
	TOTAL			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const.				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers				
Mat. de transport				719
Mat. de bureau et info.,mobilier		1 076		
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
	TOTAL	**1 076**		**719**
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations		22 544 232		30 561
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		16 666 731		
	TOTAL	**39 210 963**		**30 561**
	TOTAL GENERAL	**39 212 039**		**31 280**

Cadre B		Diminutions		Réévalua. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immo en fin d'exercice	Valeur d'origine des immo en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles				
TOTAL				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. gales., agencts. et aménagt. const				
Installations techniques, matériel et outillages ind.				
Inst. gales., agencts. et aménagt. divers				
Mat. de transport		409	309	
Mat. de bureau et info., mobilier			1 076	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		**409**	**1 385**	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	-1 161		22 575 954	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			16 666 731	
TOTAL	**-1 161**		**39 242 685**	
TOTAL GENERAL	**-1 161**	**409**	**39 244 070**	

Etat des amortissements

Situation et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminut.	Montant en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et développement				
Autres postes d'immo. incorp.				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Ins. gales., agencts. et aménag. des constr.				
Inst. techniques, mat. et outillage indust.				
Inst. gales., agenc. et aménagements divers				
Matériel de transport		620	339	281
Mat. de bureau et informatique, mobilier	1 076			1 076
Emballages récup. et divers				
	1 076	**620**	**339**	**1 357**
TOTAL GENERAL	**1 076**	**620**	**339**	**1 357**

Immobilisations amortissables	Ventil. mouvements provision amortissements dérogatoires						
	DOTATIONS			REPRISES			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'étab. et développement (I)							
Autres postes d'immo. incorp. (II)							
TOTAL							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst. gales., agencts. et aménag. des constr.							
Inst. techniques, mat. et outillage indust.							
Inst. gales., agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers.							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE	TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE			

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début d'exercice	Augment.	Dotations exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	135 579		39 829	95 751
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissements					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger av. 01/01/1992					
Prov. Fisc. pour impl. à l'étranger apr. 01/01/1992					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL I					
Risques et charges					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions & obligations					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges soc. fisc. sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL II					

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations des dotations de l'exercice	Diminutions reprises à la fin de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Dépréciations					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations titres mis en équivalence					
Immobilisations titres de participations		1			1
Immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL III		**1**			**1**
TOTAL GENERAL (I+II+III)		**1**			**1**
Dont dotations et reprises : - d'exploitation					
Dont dotations et reprises : - financières		1			
Dont dotations et reprises : - exceptionnelles					
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation					

Etat des créances

	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	16 666 731		16 666 731
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	3 584 519	3 584 519	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	30	30	
Impôts sur les bénéfices	200 108	200 108	
Taxe sur la valeur ajoutée	138 640	138 640	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	8 403	8 403	
Groupe et associés (2)	4 195 867	4 195 867	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des op. de pension de titres)			
Charges constatées d'avance	4 873	4 873	
TOTAL	**24 799 171**	**8 132 440**	**16 666 731**

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques

Etat des dettes

	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances de 1 à 5 ans	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)	16 186 796			16 186 796
Autres emprunts obligataires (1)	6 496 438		6 496 438	
Emprunts et dettes auprès des établs de crédit (1)				
- à 1 an max. à l'origine				
- à plus d'1 an à l'origine	10 547 934	2 497 934	8 050 000	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 539 273	1 539 273		
Personnel et comptes rattachés	190 897	190 897		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	282 312	282 312		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	508 158	508 158		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	57 696	57 696		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 161	1 161		
Groupe et associés (2)	1 645 180	1 645 180		
Autres dettes (dont dettes relatives à des op. de pension de titres)				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	**37 455 847**	**6 722 613**	**14 546 438**	**16 186 796**
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 735 046			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 366 666			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				

Note sur les dettes financières

Onedirect Holding - ODH a été créée comme « newco » dans le cadre de l'acquisition du groupe Onedirect par Naxicap Partners qui a été réalisée le 10 mai 2016. Depuis lors, Naxicap Partners remplace GIMV comme actionnaire majoritaire du groupe Onedirect. Les autres actionnaires (fondateurs, dirigeant, management et BNP Paribas Développement) restent actionnaires minoritaires du groupe Onedirect.

Les actions des investisseurs financiers sont détenues par OD Invest, une « finco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

Les actions des managers sont détenues par MOD, une « manco » créée dans le cadre de l'acquisition du 10 mai 2016.

L'acquisition du groupe Onedirect a été financée par 3 emprunts :

- Un emprunt obligataire convertible de 10.387 K€ souscrits auprès des investisseurs et dont les intérêts sontcapitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance, à défaut de conversion en actions.

- Un emprunt obligataire simple (ou « dette mezzanine » ou encore « dette junior) de 5.000 K€ souscrit auprès de Naxicap et de Banque Populaire et dont les intérêts sont pour moitié capitalisés et dont le remboursement est prévu en totalité à l'échéance.

- Un emprunt bancaire de 15 100 K€ souscrit auprès d'un pool de 5 banques. La tranche A de cet emprunt est remboursable par semestrialité et la tranche B est remboursable à l'échéance.

Le 21 décembre 2018, le groupe Onedirect a acquis la société française Alliance Telecom. Cette acquisition a été financée par un prêt bancaire complémentaire de 2.000 K€ (composée également d'une tranche A et d'une tranche B). Ce prêt complémentaire a été souscrit par Onedirect Holding auprès du même pool bancaire que le prêt initial du 10 mai 2016.

Convenants bancaires :

Les ratios bancaires (covenants R2 et R3) sur la Convention de Prêt souscrit par ODH le 10 mai 2016 sont respectés au 31/12/2020.

Les ratios bancaires (covenants R2 et R3) n'étaient pas respectés au 31/12/2019. Le non de respect des ratios bancaires constituait une condition de remboursement anticipé de la totalité du prêt. Cependant, la société a obtenu le 23 juin 2020 un « waiver » sur ce non-respect de la part des banques partenaires de la Convention de Prêt. Le « waiver » permettait la renonciation au remboursement anticipé suite au non-respect des ratios

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

Entreprises liées avec lesquelles la société a un lien de participation

	Montant Entreprises liées	Montant Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immob incorporelles		
Avances et acomptes sur immob corporelles		
Participations	22 519 549	56 403
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières	16 666 731	
Créances clients et comptes rattachés		
Autres créances	4 159 899	35 968
Capital souscrit et appelé non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes	1 644 136	1 043
Produits de participation		
Autres produits financiers		
Charges financières		

commentaire

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	-317 208		-317 208
+ Résultat exceptionnel	-380 911		-380 911
- Participation des salariés			
Résultat comptable	**-698 119**		**-698 119**

Commentaire

Accroissement et allégement de la dette future d'impôt

Accroissements et allégements	Montant	Impôt
Accroissements		
Provisions réglementées		
Subventions à réintégrer au résultat		
Allégements		
Prov. non déductible année de dotation		
Total des déficits d'exploitation reportables		
Total des amortissements différés		
Total des moins values à long terme		
TOTAL		

Variation des capitaux propres

Rubriques	Montant
Capitaux propres N-1 après résultat et avant AGO	10 171 331
Distributions	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	**10 171 331**
Variations du capital social	
Variation des primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	
Variation des subventions d'investissement et des provisions réglementées	
Variation des autres postes	
Apports reçus avec effetrétroactif à l'ouverture de l'exercice	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	**10 171 331**
Variations du capital social	14 793
Variations du compte de l'exploitant	
Variations des primes d'émission, de fusion, d'apport ...	-14 793
Variations des écarts de réévaluation	
Variations des réserves légales, statutaires, contractuelles et autres	
Variations des réserves réglementées	
Variations du report à nouveau	456 491
Variations des subventions d'investissement et provisions réglementées	
- Affectations du résultat N-1 en capitaux propres (hors distributions)	-456 491
Variations en cours d'exercice	
Capitaux propres à la clôture de l'exercice avant résultat	**10 171 331**
Résultat de l'exercice	91 829
Capitaux propres à la cloture de l'exercice après résultat et avant assemblée annuelle	**10 263 160**

Produits à recevoir

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	2 931 506.35	1 902 845.83
Autres créances	8 403.00	3 257.00
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**2 939 909.35**	**1 906 102.83**

Détail des produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	**2 931 506.35**	**1 902 845.83**
418001 Clients - factures à établir	477 887.95	335 956.83
418002 Clients - FAE ODS		12 000.00
418003 Clients - FAE OD	2 441 292.00	1 554 889.00
418005 FAE ATM	12 326.40	
Autres créances	**8 403.00**	**3 257.00**
448700 Etat - produits à recevoir	8 403.00	3 257.00
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	**2 939 909.35**	**1 906 102.83**

Charges à payer

(Article R123-189 du Code de Commerce)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles	**979 124.10**	**890 112.82**
Autres emprunts obligataires	**88 992.00**	**340 150.62**
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**31 266.00**	**37 843.00**
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 417 357.60**	**1 579 994.60**
Dettes fiscales et sociales	**255 009.63**	**131 628.36**
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	**2 771 749.33**	**2 979 729.40**

Détail des charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Emprunts obligataires convertibles	**979 124.10**	**890 112.82**
168810 Interets courus s/ emprunt OC	979 124.10	890 112.82
Autres emprunts obligataires	**88 992.00**	**340 150.62**
168830 Intérets courus emprunt OS capital	88 992.00	340 150.62
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	**31 266.00**	**37 843.00**
168840 Intérets courus sur emprunts	26 642.00	32 952.00
168841 Intérets courus emprunt AT	4 624.00	4 891.00
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**1 417 357.60**	**1 579 994.60**
408100 Fournisseurs - fact. non parvenues	20 744.00	11 956.00
408101 Fnp od	790 929.60	978 483.60
408102 Fnp bar	167 339.00	222 279.00
408103 Fnp mil	45 006.00	69 305.00
408104 Fnp fkt	243 315.00	150 975.00
408105 Fnp lon	111 404.00	105 858.00
408106 Fnp ams	38 620.00	41 138.00
Dettes fiscales et sociales	**255 009.63**	**131 628.36**
428000 Personnel - charges à payer	112 950.00	23 445.00
428200 Dettes provis. pr congés à payer	47 624.07	58 254.13
438000 Org. sociaux - charges à payer	49 263.48	10 550.00
438200 Charges sociales s/congés à payer	19 049.63	26 793.40
448600 Etat - autres charges à payer	900.00	
448601 Cap / taxe apprentissage	6 788.23	
448602 Cap / formation continue	6 068.22	4 485.83
448604 Cap / cfe/cvae	9 624.00	3 470.00
448607 Cap / tvts	2 742.00	3 255.00
448609 Cap / taxe sur salaires		1 375.00
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	**2 771 749.33**	**2 979 729.40**

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Produits d'exploitation		
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
TOTAL		

Charges constatées d'avance	Exercice clos le 31/12/2020	Exercice clos le 31/12/2019
Charges d'exploitation	4 873	6 718
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAL	**4 873**	**6 718**

Onedirect Holding - ODH
Société par actions simplifiée au capital de 11.867.941 €
Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes
819 923 228 RCS Perpignan

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
EN DATE DU 29 JUIN 2021

AFFECTATION DES RESULTATS DE
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice d'un montant de 91.829 €, en totalité au poste "Report à nouveau".

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, l'Assemblée Générale prend acte qu'il n'a été distribué aucun dividende depuis l'immatriculation de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée.
Voix pour : 11.538.505
Voix contre : 0
Abstention : 0

*

* *

Pour extrait certifié conforme.

Le Président
Monsieur Emmanuel Stern

Signature
